F1RST AFRIQUE

HEBDO N°0416 du 23 au 29 juillet 2023

Magazine



L'AVIS DU PPG HOUNGBEDJI

AJUSTEMENT TAXE
CARBONE PAR L'UE
INDIGNATION
DE L'AFRIQUE DU SUD

Actualités -Siret: 52824976600023 CMA-FRANCE

www.firstafriguetv.bi

INFRASTRUCTURES
SCOLAIRES
CEG SE, DEUX SALLES
DE CLASSE INAUGURÉES

JEUDI
DU PATRONAT
CONEB, PARI GAGNÉ
POUR LA 6è ÉDITION



DESIGNATION DU PRESIDENT TALON PAR LA CEDEAO

L'AVIS DU PPG HOUNGBÉDJI

Le président Talon a été mandaté par ses pairs pour relancer le dialogue entre la CEDEAO et le Burkina Faso, le Mali et la Guinée. Évoquant cette mission confiée à Patrice Talon lors de sa séance hebdomadaire d'échanges avec la presse le 21 juillet 2023 le porte-parole du gouvernement, Wilfried Léandre Houngbédji, a fait savoir que cela démontre le leadership du chef de l'État dans l'espace CE-DEAO.

Justifiant le manque d'intérêt du chef de l'État relevé par certains analystes lors devson premier quinquennat, Wilfried Léandre Houngbédji, a indiqué que le président Talon affiche la manifestation d'un sens de pragmatisme et de priorisation qui fait que sur le premier quinquennat il a priorisé la politique nationale pour faire assoir les réformes, les grands chantiers pour s'assurer que le pays se remet sur les rails.

À l'en croire, les sollici-

voire sur le continent pour prendre des responsabilités. Mais le président Talon les a déclinées «parce qu'il a considéré à juste titre que sans être personnellement présent partout à l'étranger mais veiller à ce que le Bénin soit représenté il lui fallait être au chevet du pays». Sur ce second quinquennat, l'approche n'a pas non plus variée, a démontré le porte-parole du gouvernement. Le chef de l'État n'est pas non plus présent

tations n'ont pas man-

qué dans la sous-région

sur toutes les rencontres sous régionales et régionales, a-t-il expliqué soulignant qu'il est souvent représenté soit par la vice-présidente ou le ministre de des Affaires étrangères. «Là où il y a des questions sur lesquelles il estime que le Bénin doit être représenté au plus haut niveau, il se met en devoir d'y aller. C'est ce qui iustifie ces dernières sorties diplomatiques. Ou'il aille lui-même ou qu'il se fasse représenté, la constante aujourd'hui est que la

voix du Bénin compte de plus en plus et appréciée». Pour Wilfried Léandre Houngbédji, la désignation du chef de l'État par ses pairs de la troïka Cédeao pour mener des consultations au Burkina Faso, au Mali et en Guinée, atteste que le leadership du président est salué au-delà des frontières.

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Il y a une réponse sur le terrain de la part de l'État béninois a laissé entendre Wilfried Léandre Houngbédji. Grâce à celle-ci, le gouvernement espère pouvoir venir à bout du terrorisme, a poursuivi le secrétaire général adjoint du gouvernement soulignant qu'il est impossible d'indiquer un délai. «*l'État* est présent, les Forces de sécurité et de défense mobilisées».

À cela s'ajoute la bonne disposition des pays voisins qui ont compris qu'il faut mutualiser les moyens pour faire face à ce phénomène. «Aujourd'hui, les réalités sont meilleures», a martelé Wilfried Léandre Houngbédji indiquant qu'il y a de moins en moins de tentatives abouties.

REVERSEMENT DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS DE L'ÉTAT

«C'est une décision à portée hautement sociale», a affirmé le porte-parole du gouvernement. Il a rappelé que cette décision du dernier conseil des ministres est une promesse du gouvernement qui traduit le sens de responsabilité du président de la République» a-t-il justifié avant d'expliquer que ce reversement prend effet pour compter du lendemain de la réussite des concernés à l'évaluation diagnostic.

En clair, il prend effet en 2019 avec les conséquences que ça appelle notamment les rappels a fait remarquer le secrétaire général adjoint du gouvernement.

Jacob Y./La rédaction











5èmeRECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION DU BÉNIN (RGPH5)

LE RGPH5 POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ÉQUILIBRÉ























www.rgph5.instad.bj



+229 66 05 56 61 direction@firstafriquetv.bj https://firstafriquetv.bj/

First Afrique Magazine

<u> Directeur de Publication :</u>

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef:

Jacob YANTCHA

Secrétaire de rédacion :

Séverin Adéwalé,

Rédacion:

Wilfrid Kintossou

Aubierge Padonou

Jacob Yantcha,

Kévine Segbo

Mardochée Gounou.

Montage: FIRST AFRIQUE

F1RST AFRIQUE

Directeur Général

Wilfrid KINTOSSOU

Assistant

Duc Martin Kintossou

www.firstafriquetv.bj

JEUDI DU PATRONAT

CONEB, PARIGAGNÉ POUR LA 6È ÉDITION



La 6 ème édition du «Jeudi du Patronat», s'est tenue le 20 juillet 2023. Organisée par la Confédération nationale des employeurs du Bénin (Coneb), l'initiative a bénéficié cette année du soutien du Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation (Camec).

«JEUDI DU PATRONAT», est de mettre en relation l'administration de l'ouverture des trala Confédération nationale des employeurs du Bénin et les opérateurs économiques.

été placée sous le thème «modes alternatifs de gestion des conflits commerciaux». Un sujet factuel face aux difficultés que rencontrent L'objectif visé à travers le *les chefs d'entreprises* dans le règlement des litiges. Procédant à

vaux, le président de la Confédération nationale des employeurs du Bénin (Coneb), Albin Fêliho a indiqué que Cette sixième édition a les opérateurs économiques abandonnent généralement les affaires litigieuses avec les contractants à cause des charges et risques liés aux procédures.» Les coûts de l'avocat, la durée de la procédure et l'incertitude font que les hommes d'affaires finissent par abandonner malgré qu'ils ont la possibilité de gagner un procès. Mais tout calcul fait, il vaut mieux perdre ce qu'on a perdu et avancer », a expliqué Albin Fêliho. L'autre difficulté dont fait face les hommes d'affaires béninois, est la position dominante des contractants a-t-il ajouté. C'est au regard de ces difficultés et risques

CONEB, PARIGAGNÉ POUR LA 6È ÉDITION

portant d'entretenir les chefs d'entreprises sur dynamiques plus consensuelles et moins onéreuses. Il s'agit des modes alternatifs Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation (CAMeC), soutient la 6è édition du «JEUDI DU PATRONAT».

L'ambition de la Confédération nationale des employeurs du Bénin, est de porter la voix des sans voix, a rappelé son président. Sa vocation est non seulement de participer aux travaux tripartite du dialogue social notamment gouvernement-syndiaussi d'accompagner les entreprises membres dans leurs activités.

Depuis sa création en 2015, la Coneb, est considérée comme un véritable partenaire du gouvernement lorsqu'il s'agit des organisations patronales.

L'organisation patronale facilite l'accès aux marchés à ses membres grâce à un certain nombre de missions commerciales effectuées à l'international. Elle accompagne aussi les micro, moyennes et petites entreprises dans l'accès au finan-

que la Coneb a jugé im- cats-employeurs mais cement. «Là il y a aussi trage, de médiation un travail qui se fait de manière que de plus en plus les garanties que l'on pourrait fournir avant d'avoir des financements sont en train d'être amoindries par le gouvernement».

> Le troisième volet concerne la formation professionnelle. L'une des missions que la Coneb s'emploie aussi à réaliser, est le rapport public -privé. Cette initiative qui se matérialise par le «JEUDI DU PATRONAT », met en relation les opérateurs économiques et l'administration de la Coneb.

Centre d'arbi-Le

et de conciliation joue une part importante dans le règlement à l'amiable des litiges, a expliqué son président Alain Amoussoukpèvi. Son rôle est de faire de la sensibilisation afin d'attirer l'attention des hommes d'affaires sur les avantages à privilégier les modes alternatifs de règlement des conflits commerciaux. En clair, le Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation amène les opérateurs économiques à anticiper sur les litiges.

Jacob Y./La rédaction



INDIGNATION DE L'AFRIQUE DU SUD



L'Afrique du Sud se fâche contre la taxe carbone européenne. Dans une lettre adressée à la Commission européenne, Pretoria dénonce un « fardeau injuste » qui transfère le coût du changement climatique sur les pays les plus pauvres.

L'Afrique du Sud met une nouvelle fois en garde l'Union européenne (UE) contre les conséquences de la taxe carbone aux frontières décidée par les Vingt-Sept pour lutter contre le dumping écologique en pénalisant les pays qui n'ont

pas une politique climatique aussi ambitieuse qu'elle. « Ce mécanisme d'ajustement carbone aux frontières transfère *le coût du changement* climatique sur les économies en développement et fait porter un fardeau injuste sur nos pays et nos industries », se plaint le ministère sud-africain du commerce, de l'industrie et de la concurrence dans un courrier adressé à la Commission européenne et cité par l'agence Bloomberg.

L'UE a décidé d'introduire de manière pro-

gressive, à partir d'octobre, une taxe sur les importations en provenance des secteurs jugés les plus polluants, comme le ciment, le fer et l'acier, l'aluminium, les engrais ou encore l'électricité. Les importateurs devront déclarer le contenu en « carbone » de leurs marchandises et acheter des « certificats » pour s'aligner sur les règles qui s'appliquent aux entreprises qui produisent en Europe, afin de les inciter à réduire leurs émissions de CO2. Les premiers paiements n'interviendront cependant qu'en 2026 et de

manière graduelle. En 2030, les importateurs s'acquitteront encore de seulement de 50 % de la taxe théorique.

L'Afrique du Sud, dont environ la moitié des exportations dépendent du secteur minier et du charbon, juge le dispositif trop discriminatoire. Elle évalue le coût potentiel à 1,5 milliard de dollars par an (soit 1,3 milliard d'euros). «Notre forte dépendance aux exportations de matières premières qui sont ensuite valorisées dans des pays tiers est un héritage historique



INDIGNATION DE L'AFRIQUE DU SUD

qui nous a été imposé », écrit le ministère du commerce en référence au passé colonial du pays : « Plutôt que de nous encourager à adopter des politiques climatiques plus ambitieuses, [cette décision européenne] risque de compromettre notre capacité à atteindre nos climatiques. objectifs Elle va accroître la pauvreté et le chômage ».

Le gouvernement de Cyril Ramaphosa a été le premier parmi les pays en développement à conclure, en novembre 2022, un Partenariat pour une transition énergétique juste avec la France, l'Allemagne, le Royaume Uni, l'UE et les Etats-Unis, assorti d'une enveloppe de 8,5 milliards de dollars de dons et de prêts concessionnels. Cet accord n'a cependant pas éteint le débat sur la responsabilité historique des pays industrialisés. Pretoria attend davantage de solidarité internationale pour l'aider à dé-carboner son économie sans pénaliser le développement.

Fer au Zimbabwe, alumi-

nium au Mozambique

L'Afrique du Sud est le premier pays émetteur de gaz à effet de serre du continent, le treizième au niveau mondial. « Une des façons pour l'UE de désamorcer ce potentiel conflit serait de démontrer sa capacité à financer les politiques climatiques des pays en développement », suggère Nicolas Berghmans, expert Europe à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), rappelant que la proposition d'utiliser à cette fin les revenus du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières a jusqu'à présent été écartée par les Vingt-Sept.

En Afrique, huit autres pays (Maroc, Tunisie, Egypte, Sénégal, Ghana, Cameroun, Zimbabwe, Mozambique) seraient les plus pénalisés par la nouvelle taxe carbone, selon une étude de la Banque mondiale. Au Zimbabwe, par exemple, 87 % des exportations de fer et d'acier sont destinées à l'UE. Au Mozambique, 74 % des exportations d'aluminium

seraient touchées. La Fondation africaine pour le climat et la London School of Economics pointent également, dans une évaluation commune publiée en juin, des retombées plus importantes sur les économies africaines que « sur toutes les autres régions ». « Ceci est dû au fait que l'UE est un débouché particulièrement important pour le continent, représentant 26 % des exportations d'engrais, 16 % de fer et d'acier, 12 % d'aluminium, 12 % de ciment », décrivent les experts.

L'Afrique, qui demande sa situation particulière, retard de développement et contribution marginale au dérèglement climatique soit prise en compte, n'a jusqu'à présent pas été entendue par les Européens. Mais la discussion n'est pas close.

Les critiques formulées par le gouvernement sud-africain, largement partagées par ses homologues du devraient continent, trouver une nouvelle tribune lors du Sommet africain sur le climat, du 4 au 6 septembre à Nairobi, où il sera avant tout question pour le continent de faire valoir son droit à une justice climatique.

Séverin A./ La Rédaction



LE PAM FÉLICITE LE BÉNIN **POUR SES PROGRÈS**



Des membres du gouvernement du Bénin ont échangé jeudi 20 juillet 2023 avec la Direction Exécutive du Alimen-**Programme** taire Mondial Cindy

McCain. La délégation ministérielle a été conduite par le Mi-Développement et de la Coordination de l'action gouvernementale

Abdoulaye Bio Tchané. L'objectif du PAM est d'aller féliciter et ennistre d'État chargé du courager le Bénin pour les progrès réalisés dans la mise en œuvre des cantines scolaires.

D'un taux embryonnaire de 31% en 2017, le PNASI en 2022 déjà a été porté à un taux de couverture de 75% et l'objectif du Gouvernement sous le leadership

F1RST AFRIQUE

NSFAC-BENIN ONG FAIT DES HEUREUX

éclairé et très actif du Président Patrice Talon est de porter ce taux à 100% d'ici 2026. Grâce à ce Programme du Gouvernement piloté par le PAM, environ un million d'écoliers ont droit aujourd'hui à un repas chaud et équilibré dans plus de 5.500 écoles primaires publiques en République du Bénin. Les efforts vont se poursuivre pour l'atteinte des objectifs fixés pour 2026, a rassuré le Ministre d'État Abdoulaye Bio Tchané.

Pour le Ministre des enseignements maternel et primaire Salimane Karimou, « Aujourd'hui, nous pouvons nous réjouir que tout ce qui se fait, se fait très bien même si en matière d'œuvre humaine, il n'y a pas de perfection. Nous sommes passés d'un taux de 31% à un taux de 75%. Sur les 7.596 écoles, pratiquement nous avons aujourd'hui près de 5.500 écoles primaires qui sont couvertes en cantines scolaires ».

Même avis du côté de la Ministre des Affaires sociales et de la microfinance, Véronique Tognifodé. Elle a indiqué que le PNASI contribue

à maintenir les enfants à l'école, à lutter contre la pauvreté et au-delà, à maintenir surtout les filles à l'école. Pour sa part, le Ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Gaston Cossi Dossouhoui a fait savoir que c'est un programme national d'alimentation qui impacte significativement les petits producteurs locaux. « De façon progressive, nous sommes partis de 0% à aujourd'hui 42% de collecte de produits au niveau des petits producteurs et puis de 100% à 52% chez les commerçants de produits vivriers », a-t-il souligné.

En prenant la parole, le Ministre des Affaires étrangères Olushégun Adjadi Bakari a souligné

béninoise qui est orientée vers la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations. Il a salué le partenariat que le Bénin a avec le PAM.

Après avoir suivi l'exposition de tous ces progrès remarquables que le Bénin a réalisés dans la mise en œuvre du PNASI, la Directrice Exécutive du PAM, Cindy Mccain a félicité le Bénin pour ces exploits : « Je retiens qu'on a eu une très bonne relation de travail avec le Gouvernement du Bénin avec une grande ambition, celle de réaliser 100% de couverture nationale en ce qui concerne la mise en œuvre du PNASI. C'est une très

que c'est la diplomatie bonne chose et nous continuerons à travailler ensemble. Le Bénin est un modèle et j'apprécie énormément ce partenariat exemplaire aue le Bénin entretient avec le PAM pour la bonne conduite de ce Programme essentiel », a-t-elle confié.

> Il faut souligner que le PNASI vise à augmenter le taux de scolarisation et de rétention des enfants à l'école, de renforcer l'assiduité et les résultats scolaires et de contribuer à l'atteinte de l'Objectif de Développement **Durable (ODD) 2 relatif** à la « FAIM ZÉRO ».

Séverin A./ La Rédaction



Parution N°416 du 23 au 29 juillet 2023, www.firstafriquetv.bj Page -11

09 PLACES EN JEU POUR L'AFRIQUE



Le tirage au sort des éliminatoires de la Coupe du monde 2026 a eu lieu jeudi 13 juillet 2023 à Abidjan. C'était en marge de la 45e Assemblée générale ordinaire de la CAF.

Au terme de ce tirage, les équipes africaines connaissent leur adversaire de groupe. Sauf que cette-fois ci, au moins 9 pays africains seront qualifiés pour cette grande messe mondiale.

La Confédération africaine de football (CAF) avait décidé, lors de son dernier comité exécutif, tenu en mars à Kigali, de faire évoluer le format des qualifications pour la Coupe du monde 2026, qui se déroulera aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique, en abandonnant le système des tours préliminaires.

Les cinquante-quatre nations affiliées à la Fédération internationale de football (FIFA) ont été réparties dans 9 groupes de 6, dont les premiers seront qualifiés. Les quatre meilleurs deuxièmes disputeront un barrage, dont le vainqueur affrontera une équipe de la zone Concacaf (Amérique du Nord, Centrale et Caraïbes) pour un dernier ticket pour le Mondial.

Le tournoi qui se disputera à 48 équipes, permettra donc à 9 ou 10 nations africaines de participer à la phase finale, contre 5 jusqu'à celle de 2022 au Qatar. Le tirage au sort, effectué jeudi 13 juillet à Abidjan, a comme toujours été clément pour certains et moins pour d'autres.

Le Maroc, qui a réalisé la meilleure performance africaine en Coupe du monde en se classant à la quatrième place au Qatar, a hérité d'un groupe abordable avec la Zambie, le Congo, la Tanzanie, le Niger et l'Erythrée. « Nous allons affronter le Maroc,

F1RST AFRIQUE

Parution N°416 du 23 au 29 juillet 2023. www.firstafriquetv.bj Page - 12

09 PLACES EN JEU POUR L'AFRIQUE

qui est la meilleure équipe d'Afrique. Notre objectif est de nous mêler à la lutte pour la deuxième place », avance avec modestie Jean-Michel Cavalli, le sélectionneur français du Niger.

L'ALGÉRIE LE CAMEROUN ET LA TUNISIE BIEN SERVIS

Le Cameroun (Cap-Vert, Angola, Eswatini, Libye, Maurice), l'Algérie (Guinée, Ouganda, Mozambique, Botswana, Somalie) et la Tunisie (Guinée Equatoriale, Namibie, Malawi, Liberia, Sao-Tomé-et-Principe) possèdent, au moins sur le papier, de solides chances de disputer le prochain rendez-vous mondial. Toutes les têtes de série n'ont cependant pas été aussi bien servies. La Côte d'Ivoire, aux performances en baisse depuis plusieurs années, devra batailler ferme avec notamment le Gabon, le Kenya et la Gambie.

« Les Ivoiriens sont plus forts mais je pense que ce sera un groupe assez ouvert. (...) Tout peut arriver », pronostique Tom Saintfiet, le sélectionneur belge des Scorpions gambiens, quart de finalistes de la CAN 2022 au Cameroun. La tâche s'annonce également difficile pour le Séné-

F1RST AFRIQUE

Magazine

groupe B son voisin mauritanien, la République démocratique du Congo (RDC), le Togo, le Soudan et le Soudan du Sud. « C'est un des groupes les plus compliqués. Le Sénégal reste la meilleure équipe du groupe, c'est le favori, mais nous avons l'intention de défendre chances jusqu'au nos bout », promet Sébastien Desabre, le sélectionneur français des Léopards congolais et dont la dernière apparition en phase finale remonte à 1974. Son homologue italien Stefano Cusin, à la tête du Soudan du Sud, s'est quant à lui montré enthousiaste à l'idée d'affronter le Sénégal et la RDC. « Je suis ravi, car c'est en affrontant des équipes de ce calibre qu'une sélection comme la mienne va progresser. Nous allons aussi jouer contre le Soudan, un vrai derby, et j'espère aue nous pourrons recevoir nos adversaires dans

gal, qui retrouvera dans le **notre nouveau stade de** aroupe B son voisin mau- **Juba.** »

LE MALI ET LE BURKINA PEUVENT Y CROIRE

D'autres groupes s'annoncent difficiles pour quelques ténors africains. Le Nigeria devra se défaire notamment du Bénin, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe, alors que l'Egypte de Mohamed Salah trouvera sur sa route quatre sélections présentes à la CAN 2022: le Burkina Faso, la Sierra Leone, l'Ethiopie et la Guinée-Bissau). « Ce sera serré », prévient Hubert Velud, le sélectionneur français des Etalons burkinabés, malgré tout optimiste sur les chances de ses joueurs.

LE TIRAGE AU SORT COM-PLET DES GROUPES

Groupe A : Egypte, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Ethiopie, Djibouti Groupe B : Sénégal, RD Congo, Mauritanie, Togo, Soudan, Soudan du Sud

Groupe C : Nigeria, Afrique du Sud, Bénin, Zimbabwe, Rwanda, Lesotho

Groupe D : Cameroun, Cap Vert, Angola, Libye, Eswatini, Île Maurice

Groupe E : Maroc, Zambie, Congo, Tanzanie, Niger, Érythrée

Groupe F : Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Gambie, Burundi, Seychelles

Groupe G : Algérie, Guinée, Ouganda, Mozambique, Botswana, Somalie

Groupe H: Tunisie, Guinée Equatoriale, Namibie, Malawi, Liberia, Sao-Tomé-et-Principe

Groupe I : Mali, Ghana, Madagascar, Centrafrique, Comores, Tchad

Séverin A./La Rédaction



Parution N°416 du 23 au 29 juillet 2023. www.firstafriquetv.bj Page - 13

CEG SÈ, DEUX SALLES DE CLASSE INAUGURÉES



Le Collège d'enseignement général de Sè dans la commune de Houéyogbé dispose désormais de deux salles de classes et d'un laboratoire équipé. Les joyaux ont été inaugurés le 20 juillet 2023 en présence des autorités politico-administratives du département du Mono.

Le CEG de Sè connait une nouvelle page de histoire depuis quelques jours. En effet, devant les élèves, le bureau d'Association des parents d'élèves, les

responsables d'établissement, les différents partenaires techniques et financiers, deux salles de sept classes et un laboratoire équipé en mobilier ont été inaugurés.

C'est le fruit d'une collaboration entre l'ONG Association Vive le Paysan (AVPN-ONG) Nouveau et l'ambassade du Japon près le Bénin.

Le contrat du projet de construction a été signé le 12 novembre 2022 entre les deux parties pour un financement de plus de 98 millions

de FCFA. Le projet est financé dans le cadre du programme intitulé « Aide aux Projets Locaux du Gouvernement du Japon qui apporte une aide, sous forme de don, aux projets locaux contribuant à la sécurité humaine.

«Désormais le CEG Sè est pourvu de vastes et aérés salles de classe. Le Directeur et le bureau APE peuvent définitivement se réjouir de cette victoire. Nous souhaitons une réussite éclatante aux parents et aux professeurs qui retrouvent un environnement favorable à leur épanouissement et qui contribuera à l'excellence de l'éducation béninoise et à l'avenir prometteur de nos enfants», a fait savoir le Directeur exécutif de l'AVPN-ONG.

Crée en 2008, le CEG de Sè accueille chaque année un nombre croissant d'apprenants et ne parvient pas à les loger dans les salles de classes disponibles. Un phénomène ayant contraint les responsables d'établissement à adopter le système de classe volantes

CEG SÈ, DEUX SALLES DE CLASSE INAUGURÉES

avec des emplois du temps hors norme. Mais les infrastructures réalisées viennent soulager les acteurs de l'établissement de ce calvaire. De quoi faire remercier le président du bureau de l'Association des Parents d'élèves. « Un grand merci au peuple japonais qui a accepté mettre à notre disposition ces deux modules et particulièrement à l'ambassadeur du Japon qui n'a ménagé aucun effort pour la réalisation de ce projet. Nous en sommes reconnaissants. Nous remercions tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à l'aboutissement heureux de ce projet. Nous remercions aussi l'AVPN-ONG et les ouvriers qui ont mouillé leur maillot et ont œuvré chacun en ce qui le concerne pour sortir de terre ce joyau », s'est réjoui Yaovi Apollinaire Tohinnou.

En procédant à l'inauguration de ces joyaux, Peuple japonais espère contribuer davantage au renforcement des liens de coopération et d'amitié, qui le lie à la commune de Houéyogbé.

Séverin A. / La Rédaction









F1RST AFRIQUE